Projet de règlement grand-ducal

fixant les conditions générales auxquelles doivent satisfaire les contrats d'assurance garantissant la responsabilité civile chasse.

Avis du Conseil d'Etat

(5 février 2013)

Par dépêche du 14 novembre 2012, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures. Au projet de règlement grand-ducal proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact et une fiche financière.

A la date de l'adoption du présent avis, l'avis du Conseil supérieur de la chasse n'est pas encore parvenu au Conseil d'Etat.

Le règlement grand-ducal en projet est pris en exécution de l'article 66 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse. Il a pour but de fixer les conditions générales minimales auxquelles doivent satisfaire les contrats d'assurance visés par cet article.

Examen du texte

Préambule

Puisque la référence à loi précitée du 25 mai 2011 ne vise pas cette loi dans tous éléments, il est conseillé d'en spécifier au préambule du règlement à prendre les dispositions qui serviront de base légale à celui-ci. Il serait par conséquent indiqué de rédiger la disposition afférente du préambule comme suit:

« Vu la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, et notamment son article 66; ».

Si, au moment de la prise du règlement grand-ducal dont le projet se trouve sous avis, l'avis du Conseil supérieur de la chasse n'était pas parvenu au Gouvernement, il y aurait lieu d'adapter le préambule en conséquence.

Article 1^{er}

Plutôt que d'être reproduites dans une annexe au règlement grand-ducal en projet, les conditions générales pour l'assurance responsabilité civile chasse devraient être insérées dans le corps même du dispositif afin de garantir une meilleure lisibilité des dispositions en question.

Au cas où les auteurs du texte opéreraient pour le maintien du libellé actuel de l'article sous revue, il faudrait toutefois adjoindre au substantif

« conditions » l'adjectif « générales » et omettre l'expression « du présent règlement », laquelle est en effet superfétatoire alors qu'elle fait référence à une autre disposition du même acte normatif.

Article 2

Aux termes de cet article, la mise en conformité des contrats d'assurance en cours de validité au moment de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal en projet doit avoir lieu à l'occasion de la présentation d'une demande en obtention d'un permis de chasser. Tant qu'un nouveau permis de chasser n'est pas nécessaire (c.-à-d. pour l'année cynégétique en cours), le contrat d'assurance, conclu aux anciennes conditions, continuera donc à s'appliquer.

A partir de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal en projet, les nouvelles demandes d'un permis de chasser nécessiteront des contrats d'assurance qui soient conformes aux nouvelles normes, tandis que les permis de chasser en cours de validité continueront à être couverts par des contrats d'assurance établis selon les anciennes normes. Il en résulte que pour la période qui se situe entre l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal en projet et le début de l'année cynégétique suivante, deux régimes d'assurance différents coexisteront. Pendant ladite période, pourront se produire des disparités en ce qui concerne le régime d'indemnisation des victimes d'un préjudice lié à la chasse.

Il serait préférable d'indiquer avec précision la date à partir de laquelle les nouvelles règles s'appliqueront indistinctement à tous les contrats d'assurance. Cette date pourrait utilement coïncider avec le début d'une nouvelle année cynégétique.

Article 3

Cet article a pour objet d'abroger un règlement ministériel, ce qui est contraire au principe du parallélisme des formes. L'article sous revue doit dès lors être supprimé et le règlement ministériel abrogé par un acte de même nature.

Annexe

En ce qui concerne l'annexe, le Conseil d'Etat rappelle sa recommandation formulée à l'endroit de l'article 1^{er}.

Les dispositions de l'annexe donnent lieu aux observations qui suivent, dont certaines sont d'ordre purement rédactionnel.

A l'alinéa 2 du numéro 1, le Conseil d'Etat propose de remplacer les termes « entre autres » par ceux de « plus particulièrement ».

Au troisième tiret de l'alinéa 2 du numéro 1, il propose d'intégrer le contenu de la parenthèse dans le cours de la phrase et d'écrire: « ...civilement responsable, étant précisé que la responsabilité civile de ces personnes reste toutefois exclue de la garantie; ».

A l'alinéa 3 du numéro 1, le Conseil d'Etat propose d'écrire: « Par tiers bénéficiant de la couverture, il faut entendre toute personne autre que les suivantes ... »

Au point a) de l'énumération contenue à l'alinéa 3 du numéro 1, il est mal à propos d'insérer une nouvelle phrase dans la branche d'une énumération. Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il d'écrire:

« ... par le présent contrat, étant précisé que le rabatteur ayant subi un dommage corporel est indemnisé ».

Pour les mêmes raisons, le Conseil d'Etat propose d'écrire au point b) de l'énumération contenue à l'alinéa 3 du numéro 1 comme suit:

« ... de leurs deniers, étant précisé que sont cependant indemnisés ... »

En ce qui concerne le fond du même point b), il faut noter que sont exclus de la catégorie des tiers « les conjoints des personnes visées à l'alinéa qui précède ». Le Conseil d'Etat se demande s'il ne faudrait pas en faire de même des partenaires de ces mêmes personnes, au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 5 février 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen